PUN Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*

La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012

Michelle Zancarini-Fournel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11737>

DOI : [10.4000/clio.11737](https://doi.org/10.4000/clio.11737)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 337-341

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Michelle Zancarini-Fournel, « PUN Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 15 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11737> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11737>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

PUN Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*

La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012

Michelle Zancarini-Fournel

RÉFÉRENCE

PUN Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012, 283 p. Traduction par Hervé Maury de *Made in China : Women Factory Workers in a Global Workplace*, Durham, Duke University Press, 2005.

- 1 Depuis quelques années le nombre de publications en français sur la Chine s'est accéléré. En 2010, la revue *Travail Genre et sociétés* (n° 23) a consacré un dossier intitulé « Traditions et ruptures chinoises » (avec une carte et une chronologie de l'histoire de la Chine depuis 1949 tout à fait utiles). L'article de Tania Angeloff sur « La Chine au travail (1989-2009) : emploi, genre, migrations », comme l'ouvrage de Tania Angeloff et Marylène Lieber¹, nous permet de donner un cadre général, avant de faire le compte rendu du livre de Pun Ngai, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*, traduit en 2012.
- 2 L'enquête de Tania Angeloff et Marylène Lieber concerne l'ensemble de la situation des femmes chinoises au début du XXI^e siècle vue dans une perspective de genre. Le chapitre 5 écrit par Marylène Liber – « 'Dagongmei', les petites mains de l'usine du monde » (p. 105-120) – ausculte spécifiquement les ouvrières chinoises de l'électronique et replace leur statut dans la division sexuelle internationale du travail. Alors que la recherche se développe dans les pays occidentaux – manufacture et montage –, la fabrication des composants électroniques s'effectue dans des PME de Chine du Sud, là où la main-d'œuvre est bon marché. Il s'agit de zones économiques spéciales produisant pour l'import/export où l'on emploie des migrantes des zones rurales, qui sont en fait des citoyennes de seconde zone (elles n'ont pas les mêmes statuts et les mêmes droits que les urbaines et doivent avoir un permis de résidence, le *houkou*). On trouve aussi

bien des ouvrières en zones rurales que dans les zones urbaines, dans le textile, l'électronique, l'industrie du papier, du plastique et les industries agro-alimentaires. La main-d'œuvre jeune et féminine, supposée plus docile, a été utilisée massivement par les entrepreneurs publics ou privés depuis l'ère des réformes dans les années 1980. Pour les jeunes rurales, le travail ouvrier leur permet d'accéder à une autonomie financière, même si les conditions de vie sont extrêmement difficiles, en particulier dans les usines des zones urbaines. Les ouvrières de ces usines – les *dagongmai*, littéralement jeunes filles au service d'un patron ou « qui vendent leur force de travail » – représentent une main-d'œuvre flexible, prête à faire des heures supplémentaires, recherchée, bien qu'ostracisée par la population urbaine. Les travailleurs migrants – c'est-à-dire qui se déplacent à l'intérieur du territoire chinois – représentent une force de travail vertigineuse (120 millions de Chinois et de Chinoises soit environ plus de 15 % de la population active totale). Cependant depuis la grève de 2010 à Honda Nanhai dans la province du Guangdong, au sud de la Chine, on peut noter, outre la multiplication des conflits, la transformation des relations de pouvoir au sein des lieux de travail². En effet, les ouvriers deviennent conscients non seulement de leurs droits, mais aussi de ce qui est juste et injuste, en particulier la nécessité d'une augmentation des salaires, car comme l'écrit sur internet un ouvrier : « Notre usine génère chaque année des milliards de yuans et ces profits sont le fruit de la sueur et du travail des ouvriers ». Au cours des quinze jours qu'a duré la grève chez Honda en 2010, les ouvriers ont affirmé que « notre lutte pour les droits n'est pas une lutte pour protéger les seuls intérêts de 1 800 ouvriers. Nous sommes concernés par les droits et intérêts des ouvriers de tout le pays ». Par ailleurs la légitimité des syndicats officiels, courroies de transmission du parti, a été mise en cause : en mars 2012, les ouvriers de l'entreprise japonaise Onrom Electronics ont ainsi imposé la tenue d'élections syndicales libres comme préalable à toute négociation. À la suite de la grève, le responsable du syndicat officiel a annoncé la tenue d'élections directes dans 163 entreprises. Grâce aux nouveaux moyens de communication (internet, téléphones portables, facebook), les ouvriers ont pu faire connaître largement leurs revendications. Jusqu'à présent, on peut cependant constater le genre masculin des grèves, animées essentiellement par des ouvriers. Pourtant, la sociologue Pun Ngai retrace dans ses *Avis au consommateur*, ce que des ouvrières lui ont expliqué : « Au collège, nous étudions le marxisme. Quand le professeur nous faisait un cours sur la force de travail dans la société capitaliste [...], il nous disait que les ouvriers y étaient féroce­ment exploités. À l'époque, je n'y comprenais rien. C'est seulement maintenant, après être venue à Shenzhen, que je comprends peu à peu comment les capitalistes oppriment les ouvriers »³.

- 3 C'est un autre ouvrage de Pun Ngai, publié en anglo-américain en 2005, *Made in China. Vivre avec les ouvrières chinoises*, qui est devenu accessible en français en 2012. Pendant huit mois, entre novembre 1995 et juin 1996, par le biais d'une observation participante dans une usine d'électronique de la province de Guangdong, en Chine du Sud (dans la zone économique spéciale de Shenzhen ouverte aux capitaux étrangers), la sociologue a partagé le travail et le quotidien de ces *dagongmei*, tout en recueillant des témoignages sur leur expérience, marquée par une solitude relative, leurs désirs et leurs rêves. L'auteur les décrit comme des consommatrices avisées mettant en œuvre une *agency* pour modeler leurs vies, en transgressant parfois les traditions établies. La sociologue fait référence aux théories de Foucault sur la subjectivité et la gouvernementalité (p. 17-18) qui apparaissent parfois un peu plaquées (effet de traduction ?), à tel point

que l'auteur se défend d'appliquer « le modèle occidental du soi individualisé » à la modernité chinoise. Outre la théorie de Foucault sur la technologie du soi, l'auteur affirme utiliser aussi l'analyse marxiste de la lutte des classes, les recherches féministes sur le travail et le genre et le concept « d'acteurs sociaux » d'Alain Touraine et présente la révolution communiste chinoise comme « un projet postmoderne » (p. 21). Ces approches théoriques sont entremêlées avec l'analyse du terrain issue de l'observation participante.

- 4 L'expérience de classe est recouverte par le discours de la modernité de l'État-parti chinois et par la politique néo-libérale du marché d'un capitalisme mondialisé. Les *dagongmei*, ces Chinoises subalternes, forment des sujets-ouvriers complexes et hétérogènes en proie à la domination, mais aussi prises dans un processus de résistance et d'affirmation de soi qui représente « une révolution sociale silencieuse » d'en bas (p. 34). La sociologue porte une attention particulière aux corps faisant quotidiennement face au pouvoir disciplinaire de l'usine qui entend réguler les corps sexués. Corps qui résistent dans la douleur, les cris et les rêves.
- 5 Le discours de la lutte des classes de la Chine de Mao a été remplacé lors de la réforme de Deng Xiaoping, en 1979, par le discours de la modernité. On distingue alors les résidents locaux devenus urbains (30 %) et les résidents temporaires migrants qui n'avaient pas le *Houkou* de la zone spéciale (70 %), soit 3 millions d'actifs en 2000 (p. 62). Il s'agit d'une main-d'œuvre transitoire, qui est logée dans des dortoirs à côté de l'usine, où existent des réseaux de parenté en reconfiguration permanente, qui fournissent de l'aide pour trouver un emploi et un hébergement. C'est un paradoxe pour ces jeunes filles et ces femmes qui quittent leurs villages et prennent leur distance (provisoire) avec la famille patriarcale élargie et qui reconstituent dans l'usine des réseaux de parenté les aidant à survivre. Mais ces réseaux sont aussi utilisés par la direction de l'entreprise « pour créer une division du travail et des hiérarchies d'emploi » (p. 181). La communication entre les divers groupes locaux, ethniques et de parenté est rendue difficile par les différents dialectes, ce qui facilite la hiérarchie des emplois et la division entre les ouvrières (ceci se rapproche des techniques de gestion de la chaîne dans les usines automobiles européennes des années 60 avec la coexistence d'OS de nationalités différentes). Il y a par ailleurs une « guerre des langues » entre le mandarin, langue officielle de la Chine, et le cantonais, dominant ici, qui est la langue commerciale, celle du marché et de la direction de l'entreprise. La couleur du vêtement de travail « signifiait le poste, le statut et le pouvoir » (p. 219) : contremaîtres et opérateurs avaient des blouses blanches, les ouvrières avaient des blouses bleues.
- 6 Les salaires horaires de base sont bas et ne permettent que de subvenir aux besoins quotidiens. Mais, outre les primes, la pratique des heures supplémentaires et du travail de nuit (payé en dollars de Hong-Kong) permet de doubler le revenu. Ceci permet aussi aux *dagongmei* de développer des pratiques consuméristes urbaines et « modernes » (vêtements, sacs à main, produits de beauté). Leur féminité même était contrôlée dans l'usine par les discours des hommes de l'encadrement qui se moquaient des manières d'être des filles de la campagne. Pour elles cependant, « le désir de se délivrer de la pauvreté et de devenir des sujets modernes genrés s'articule au désir de consommer des biens » (p. 237). Le livre se termine par l'évocation de pratiques mineures de résistance, que ce soit par le rêve ou par les cris nocturnes d'une ouvrière qui témoignent du traumatisme de la mutation en cours.

- 7 Évoquant James Scott et ses « arts de la résistance », la sociologue écrit en conclusion que les paysans chinois sont les subalternes de l'histoire socialiste chinoise. Dans la période post-socialiste actuelle, une sorte de révolution sociale silencieuse s'ébauche au cours des expériences individuelles et subjectives ambivalentes, « dans une microphysique de domination et de pouvoir » (p. 283).
- 8 L'intérêt de ce livre est qu'il dépasse largement les analyses d'une histoire sociale centrée sur la classe ouvrière et ses luttes, comme celles évoquées au début de ce compte rendu, pour appeler à un « agenda de résistance » qui prenne en compte les individualités et leurs expériences culturelles et psychiques.
-

NOTES

1. Tania Angeloff & Marylène Lieber (dir.), *Chinoises au XXI^e siècle. Ruptures et continuités*, Paris, La Découverte, 2012.
 2. Chloé Froissart, « Pour un salaire juste. L'évolution des revendications ouvrières en Chine », *La vie des idées*, 21 janvier 2013. Les citations qui suivent sont extraites de cet article disponible en ligne. Voir aussi sur la citoyenneté chinoise statutaire et inégalitaire Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
 3. Pun Ngai, *Avis au consommateur. Chine : des ouvrières migrantes parlent*, traduction de Claire Simon et Hervé Dénès, Montreuil, L'Insomniaque, 2011.
-

AUTEURS

MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL

Michelle ZANCARINI-FOURNEL est professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université Lyon 1, membre du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes. Elle a récemment publié, *Luttes de femmes. Un siècle d'affiches féministes* (avec Bibia Pavard), Paris, Éditions Les Échappés, 2013 ; *Les lois Veil. Contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Colin, coll. « U-Les événements fondateurs », 2012 (avec Bibia Pavard et Florence Rochefort) ; *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2011 (co-dir. avec Sophie Bérout, Boris Gobille et Abdellali Hajjat) ; *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010 (avec Christian Delacroix) ; *Le Moment 68, une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.

Université de Lyon I. UMR LARHRA
michelle.zancarini-fournel@wanadoo.fr